



# COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de l'Internationale ouvriers révolutionnaires  
Supplément à CPS n°72 – 17 mars 2019

Combattre pour le socialisme fait connaître une nouvelle déclaration parue sur le site « Maghreb socialiste ».

## **Après la mobilisation historique du 15 mars :**

**- À bas Bouteflika, son régime, son système, sa conférence !  
Les dirigeants syndicaux (UGTA, syndicats autonomes) doivent se prononcer : pas un jour de plus ! Appel à la grève générale !  
Boycott de la « conférence inclusive » !**

### **Le 15 mars : par millions**

Les travailleurs, la jeunesse ont déferlé : par millions, ils ont dit : non au 4,5 ! Bouteflika et le système : dégage ! Ils ont associé à leur haine contre Bouteflika et le système, la haine contre l'ancienne puissance coloniale et son gouvernement : celui de Macron.

C'est la plus grande mobilisation populaire de l'histoire de l'Algérie indépendante.

A Alger, marchant vers la présidence, ils se sont confrontés à la police.

Par millions et par millions, ils l'ont dit : il faut en finir avec ce régime de voleurs et d'escrocs vendus à l'impérialisme.

### **Le régime n'a nullement renoncé à la répression**

Bouteflika et ses hommes se répandent en propos mielleux sur le caractère « responsable » des manifestants, déclarent « les comprendre ». Mais en même temps, dans la mesure de leurs forces, ils frappent et menacent. Et le 15 mars, des milliers de manifestants ont été gazés alors qu'ils se dirigeaient vers le palais présidentiel.

Hadj Ghermoul, un des premiers militants contre le 5e mandat, vient d'écoper 6 mois de prison ferme pour « outrage à un corps constitué ». La direction de la Sonatrach vient de menacer les travailleurs de l'entreprise :

« Il y a lieu de rappeler à l'ensemble des travailleurs que tout rassemblement de quelque nature que ce soit ou arrêt "collectif et concerté" de travail (...) constitue une faute professionnelle ».

Mais violence policière, arrestations et emprisonnements, menaces de licenciement : rien ne peut arrêter la force immense de la mobilisation populaire.

### **Les dirigeants syndicaux doivent sans délai appeler à la grève générale !**

Avant même le 15 mars, bravant la violence policière comme à Rouiba, bravant les menaces patronales comme à la Sonatrach, à Cevital, les travailleurs se sont mis en grève. Ils se sont mis en grève dans de nombreux cas malgré les consignes de reprise de dirigeants syndicaux.

Mais contre les dirigeants syndicaux qui soutiennent le régime, particulièrement contre la clique de Sidi Saïd, la colère gronde. Des dizaines de sections syndicales de l'UGTA ont associé au mot d'ordre « dehors Bouteflika », cet autre mot d'ordre : « dehors Sidi Saïd de la direction de l'UGTA ».

Concernant les syndicats autonomes, le SATEF et SNATEP, à l'opposé des aspirations des masses, ont signé un appel à un « compromis historique » : « Le compromis historique vers une transition démocratique est une nécessité inéluctable, vitale et urgente ». Un compromis avec qui ? Avec le régime des voleurs et des escrocs ? Les millions de manifestants ont déjà répondu.

Partout, se fait jour une exigence : les syndicats appartiennent aux travailleurs, pas à des cliques qui cherchent à tout prix à sauver le régime. Ce mouvement doit s'amplifier. Il va s'amplifier. Les travailleurs ne peuvent tolérer plus longtemps que leurs organisations leur échappent. Il doit aujourd'hui prendre la forme claire et nette :

**Dirigeants syndicaux, rompez avec le régime ! Appelez immédiatement à la grève générale !**

### **Rompre avec le régime, cela veut dire : boycotter la « Conférence inclusive » par lequel le régime espère se sauver**

Le nouveau gouvernement, constitué de membres du « système », depuis des décennies a appelé à une « conférence inclusive ». Le site *Tout Sur l'Algérie* rend compte de la conférence de presse de Lamamra : « Le nouveau gouvernement ne se contentera pas d'expédier les affaires courantes, mais il aura à prendre des décisions importantes, notamment dans le domaine économique. » S'agissant de la conférence nationale..., selon lui, la conférence nationale ressemble à l'Assemblée constituante, initiative chère à

certainis partis politiques : « *Entre les deux, il y a une seule différence. Une Assemblée constituante est composée de délégués élus pour un mandat limité, alors que pour la Conférence nationale, les participants ne sont pas élus et elle est composée de tous les segments de la société* ».

On ne saurait dire plus clairement que la clique au pouvoir prétend garder entièrement en main les décisions en annonçant de surcroît des « *décisions (économiques) importantes* », autrement dit de nouvelles attaques contre les conditions d'existence de la population laborieuse.

Aucun travailleur, aucun jeune ne saurait l'accepter. Ils ne sauraient donc accepter que les dirigeants syndicaux participent à cette conférence, qu'ils acceptent de sauver le régime en cautionnant une telle opération. Ils doivent sortir du silence et déclarer clairement: « *Nous boycotterons la prétendue "conférence inclusive"* ».

### **Les travailleurs et la jeunesse ont déjà répondu : « dégagez sans négociations », Assemblée nationale souveraine !**

Dans les manifestations, les travailleurs et la jeunesse ont déjà répondu :

« *Pas de prolongation ! Boutef, Saïd, dégage ! Non à l'arnaque du peuple, dégagez sans négociations !* »

Ce n'est pas au système de définir une nouvelle constitution. C'est aux masses en lutte qu'appartient la souveraineté, non à la conférence désignée par Bouteflika et son système.

C'est sous le contrôle des masses en lutte que doit être élue l'Assemblée nationale souveraine !

Mais cela suppose préalablement que soit reconnus sans aucune restriction l'ensemble des libertés démocratiques : droit de grève, droit de manifestation, droit de constituer des partis et des syndicats, sans que ces droits soient soumis au contrôle de l'Etat, liberté d'expression et de presse, etc.

### **Pour l'organisation nationale des travailleurs et de la jeunesse en lutte contre le régime : pour le Comité national de grève ! Pour la Coordination nationale des comités d'université !**

La force immense de la mobilisation des masses fait que la chute du régime est à la portée de la main. Il faut imposer l'appel des directions syndicales à la grève générale ! Il faut leur imposer le boycott de la Conférence ! Il faut imposer que partout les syndicats convoquent des assemblées générales dans les entreprises, les services, les universités, les écoles, que ces assemblées élisent des comités de grève constitués de délégués mandatés, intégrant les responsables syndicaux sous le contrôle des travailleurs ! Il faut imposer à ces dirigeants qu'ils appellent à la centralisation de ces comités de grève d'entreprise en un Comité national de grève, dressant la force centralisée de la classe ouvrière et de la jeunesse contre le régime.

Dans les universités, des assemblées générales se tiennent. Dans certaines universités se sont constitués des « comités autonomes » ou coordinations étudiants enseignants. Faire un pas en avant, c'est constituer un comité central de grève des universités (ou coordination nationale des universités) avec les syndicats d'enseignants en particulier et les associations d'étudiants. Telle est la voie sur laquelle le régime peut être balayé !

**Les travailleurs, la jeunesse** descendent dans la rue non seulement parce qu'ils n'en peuvent plus de ce régime, mais aussi parce qu'ils veulent que soient garantis le droit au travail, le droit à la santé et au logement, le droit aux études pour la jeunesse. Seul un véritable gouvernement ouvrier peut le faire. Il mettrait en œuvre sans délai un plan d'action pour satisfaire les revendications de la classe ouvrière et de la jeunesse. Un plan d'action qui s'articulerait notamment autour des revendications suivantes :

- **face à l'inflation** : échelle mobile des salaires ;
- **face au chômage** : échelle mobile des heures de travail (partage du travail entre toutes les mains disponibles, sans diminution de salaire) ;
- **face au pillage** perpétré par les différentes franges de l'oligarchie : nationalisation ou renationalisation immédiate des grands moyens de production sans indemnités ni rachat ;
- **face à la spéculation** et aux accapareurs : monopole de l'état sur le commerce extérieur ;
- **face au pénuries alimentaires** : réforme agraire restituant la terre aux fellahs ;
- **démantèlement** du tentaculaire appareil de répression, expulsion de la caste parasitaire et corrompue qui gouverne aujourd'hui l'Algérie sous la houlette des puissances impérialistes.

Le programme d'un gouvernement ouvrier s'inscrit nécessairement dans le combat pour les États unis socialistes du Maghreb.

Seule l'expropriation du capital, à commencer par les trusts impérialistes, permettra aux masses algériennes d'organiser la production selon un plan ordonné selon leurs seuls besoins.

La classe ouvrière et la jeunesse algériennes ont besoin d'un véritable parti ouvrier. Ce parti ouvrier ne pourra être l'instrument de leur émancipation que sur la base d'un programme révolutionnaire.

\*

**Prenez contact : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : [socialisme@free.fr](mailto:socialisme@free.fr)**